ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre des Relations extérieures, le 20 novembre 1986, d'une demande d'avis sur un projet dépourvu d'intitulé, mais présenté en ces termes dans la lettre du Ministre : "Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 april 1956", a donné le 7 janvier 1987 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 20 november 1986 door de Minister van Buitenlandse Betrekkingen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp zonder opschrift maar in de brief van de Minister aangekondigd als : "Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 april 1956", heeft op 7 januari 1987 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

La présentation des articles 32 à 36 en projet que l'article 2 du projet insère dans la section 6 du chapitre ler de l'arrêté royal du 25 avril 1976 fixant le statut des agents du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, n'est pas des plus heureuses. Ainsi l'article 34 en projet relatif à l'audition de l'agent, se place après les dispositions consacrées à la décision disciplinaire (paragraphes 7 et 8 de l'article 33). Quant à l'article 35 en projet, il concerne la notification de la proposition de peine et le recours éventuel de l'agent contre cette proposition, alors que l'article 33, dans ses paragraphes 2 et 3, détermine les conditions dans lesquelles la proposition de peine est formulée.

Il serait plus judicieux d'adopter un ordre de présentation des articles, qui corresponde mieux à la succession des actes et formalités de la procédure disciplinaire.

Il est proposé de présenter les articles relatifs au régime disciplinaire des agents de la carrière du service extérieur dans l'ordre suivant :

Article 32 :

§§ ler, 2 et 3 : les peines disciplinaires

§ 4 : les autorités compétentes pour les prononcer (paragraphe ler de l'article 33).

Article 33 :

audition de l'agent (article 34).

Article 34 :

article 33, §§ 2 et 3 (la commission disciplinaire et la proposition de peine), ainsi que l'article 35, §§ 1er et 2 (notification de la proposition de peine et recours éventuel de l'agent auprès de la chambre de recours).

Article 35 :

article 33, §§ 7 et 8 (la décision disciplinaire).

Article 36 :

article 33, §§ 4, 5 et 6 (règles de procédure).

D'autre part, l'article 34 en projet, qui énonce une règle essentielle de la procédure disciplinaire, appelle plusieurs observations .

1. Cet article prévoit que préalablement à toute peine disciplinaire, l'agent doit être interrogé, mais n'indique pas l'autorité compétente qui procédera à cette audition. Il est exclu que cette autorité soit celle qui est compétente pour infliger la peine, sauf dans le cas des peines les plus légères, qui sont le rappel à l'ordre et le blâme.

Cette autorité pourrait être le supérieur hiérarchique de l'agent qui a manqué à la discipline. Il faut que le texte soit complété sur ce point.

.../...

2. Suivant le texte de l'article en projet, l'agent est informé des faits retenus contre lui, après avoir été entendu. Pourtant, suivant un principe constant du droit de défense dans les actions disciplinaires, l'agent poursuivi doit connaître au préalable les faits qui lui sont reprochés; il ne peut pas être entendu à l'improviste sur des faits qu'il ignore. De nombreux arrêts de la section d'administration en ont décidé ainsi (1) en disant notamment que le droit d'être préalablement entendu implique que l'agent doit être informé en temps opportun des faits qui lui sont imputés et doit être en mesure de préparer et de présenter sa défense (2) ou encore qu'il n'est satisfait au principe que l'agent doit être entendu, que si celui-ci a reçu connaissance des manquements qui lui sont imputés, de telle sorte qu'il dispose du temps nécessaire pour se préparer à l'audition, pour consulter un conseil et préparer avec celui-ci son interrogatoire (3).

Le texte en projet doit donc prévoir que l'agent sera informé des faits à lui reprochés, avant qu'il ne soit entendu.

.../...

---

(1) Voyez notamment : DE KERPEL, n° 11.430, du 6 octobre 1965; GOETHALS, n° 16.284, du 6 mars 1974; MOMBACH, n° 4163, du 18 mars 1955, et note M.-Th. BOURQUIN dans R.J.D.A. 1955, pp. 190-192; VAN COILLIE, n° 8954, du 14 novembre 1961.
(2) GYSEL, n° 19.452, du 16 février 1979; BAUDRIN, n° 20.347, du 22 mai 1980; SOETEWEY et BRUYNINCKX, n° 20.494, du 8 juillet 1980.
(3) VAN BRUSSEL, n° 21.433, du 6 octobre 1981.

Une information postérieure à l'audition de l'agent ne pourrait se justifier que si les faits retenus contre lui après son audition ne sont pas les mêmes que ceux qui lui étaient reprochés initialement. L'agent devrait alors être entendu à nouveau.

3. Le mot "réclamation" dans l'alinéa 3 du texte en projet, est utilisé de manière inadéquate.

L'article 79, § 1er, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, dont l'article en projet s'inspire, prévoit que "l'agent a dix jours pour exposer par écrit, ses objections éventuelles. Sa réclamation est jointe au dossier". Si, dans ce texte, le mot "réclamation" est également utilisé, il y est précisé que cette réclamation consiste en un écrit dans lequel l'agent expose ses objections éventuelles. Il en résulte que la réclamation consiste, en réalité, en un écrit dans lequel l'agent expose sa défense. Il conviendrait de remplacer le mot "réclamation" par les mots "mémoire en défense".

Quant au délai de vingt jours dont l'agent dispose pour se justifier par écrit, il prendrait cours le jour de l'audition, ou en cas de notification des griefs retenus après audition de l'agent, à partir du jour de la nouvelle audition.

.../...

EXAMEN DU TEXTE.

INTITULE.

L'arrêté en projet devrait avoir un intitulé, lequel pourrait être rédigé comme suit :

"Arrêté royal du modifiant l'arrêté royal du 25 avril 1956 fixant le statut des agents du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur".

FORMULE DE SALUTATION.

Il y a lieu d'insérer, avant le préambule, la formule usuelle :

"BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut".

PREAMBULE.

Alinéa 2.

L'arrêté royal du 25 février 1985 a modifié seulement la partie X, titre ler, Des peines disciplinaires, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937.

Mieux vaudrait dès lors écrire : "... notamment, la partie X, titre ler, des peines disciplinaires, modifié par l'arrêté royal du 25 février 1985;".

Alinéa 3.

L'usage recommande de viser spécialement les dispositions à modifier, en rappelant les modifications antérieures encore en vigueur. Il conviendrait donc d'écrire :

"... notamment l'article 3 modifié par l'arrêté royal du 13 avril 1973, les articles 32 et 33, l'article 39 modifié par l'arrêté royal du 13 avril 1973, l'article 42 modifié par les arrêtés royaux des 13 avril 1973 et 12 juillet 1982, l'article 49 modifié par les arrêtés royaux des 11 janvier 1975 et 28 juin 1983, l'article 51 modifié par l'arrêté royal du 24 mars 1961 et l'article 52 modifié par les arrêtés royaux des 24 mars 1961, 11 janvier 1975, 23 septembre 1975, 4 décembre 1979 et 28 juin 1983;".

Alinéa 4.

L'alinéa devrait être rédigé comme suit :

"Vu le protocole du Comité de secteur I, daté du 1er août 1986;".

.../...

DISPOSITIF.

Article ler.

Dans le texte français, il convient d'écrire "Article ler" au lieu de "Article 1".

La phrase liminaire doit être rédigée comme suit :

"A l'article 3, § 2, de l'arrêté royal du 25 avril 1956 fixant le statut des agents du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, modifié par l'arrêté royal du 13 avril 1973, le 1° est remplacé par la disposition suivante :".

Article 2.

Il convient de rédiger la phrase liminaire comme suit :

"Le chapitre ler,section 6, du même arrêté, comprenant les articles 32 à 36, est remplacé par les dispositions suivantes :".

Article 32 en projet.

Conformément à l'usage, il y a lieu d'écrire, dans le texte français, "§ ler" au lieu de "§ 1".

La même observation vaut pour les articles 33, 35, 36 et 52bis, en projet, ainsi que pour l'article 5 du projet.

Le paragraphe ler doit être divisé en 1°, 2°, 3° ... plutôt qu'en 1, 2, 3 ...

Article 33 en projet.

Dans le texte néerlandais de l'alinéa 3 du paragraphe 1er, il convient d'écrire "door de tot benoemen bevoegde overheid" au lieu de "door de Overheid die de macht tot benoemen uitoefent".

L'alinéa 2 du paragraphe 3 serait mieux rédigé comme suit :

"Il peut se faire assister par la personne de son choix, dont il communique préalablement le nom à la commission".

La rédaction suivante est proposée pour le paragraphe 4 :

"§ 4. Lorsque plusieurs faits sont reprochés à l'agent, il n'est néanmoins entamé qu'une seule procédure qui peut ne donner lieu qu'au prononcé d'une seule peine.

Si un nouveau fait est reproché à l'agent ..., une nouvelle procédure peut être entamée sans que la procédure en cours soit nécessairement interrompue".

Article 34 en projet.

Compte tenu des considérations développées au sujet de cet article dans les observations générales, il y a lieu de le revoir entièrement.

.../...

Article 35 en projet.

Il est proposé de rédiger l'alinéa ler du paragraphe ler de la manière suivante :

"Dans un délai de deux mois à partir de la composition définitive de la commission disciplinaire, le Secrétaire général communique au Ministre des Relations extérieures la proposition de peine émise par la commission en même temps qu'il avertit l'agent intéressé de cette notification".

Au début du texte français de l'alinéa 2 du même paragraphe, le mot "précitée" devrait être remplacé par le mot "faite". Le texte néerlandais du même alinéa devrait être rédigé de la manière indiquée dans la partie néerlandaise de l'avis.

A l'alinéa 2 du paragraphe 2, il convient de remplacer les mots "prévue à l'article 35, paragraphe ler, alinéa 2" par les mots "prévue au paragraphe ler, alinéa 2".

Article 36 en projet.

L'alinéa 2 du paragraphe ler serait plus correctement rédigé comme suit :

"Sans préjudice de l'exécution de la peine, la radiation a pour effet qu'il ne peut plus être tenu compte de la peine, notamment ...".

.../...

Article 3.

La phrase liminaire doit être rédigée comme suit :

"A l'article 39, § 2, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 13 avril 1973, le 1° est remplacé par la disposition suivante :".

Article 4.

La phrase liminaire doit être rédigée comme suit :

"A l'article 42, § 2, du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 13 avril 1973 et 12 juillet 1982, l'alinéa 5 est remplacé par les alinéas suivants :".

A l'alinéa 4 du texte en projet (devenant l'alinéa 8 de l'article 42, § 2), il y a lieu de remplacer les mots "à l'alinéa précédent" par "au paragraphe 2, alinéa7".

Le texte néerlandais des dispositions destinées à remplacer l'avant-dernier alinéa de l'article 42, § 2, serait mieux rédigé de la manière indiquée dans la partie néerlandaise du présent avis.

Article 5.

La phrase liminaire doit être rédigée comme suit :

"L'article 49, § ler, alinéa 4, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 11 janvier 1975, est remplacé par l'alinéa suivant :".

Le texte néerlandais de l'article 49, § ler, alinéa 4, serait mieux rédigé de la manière indiquée dans la partie néerlandaise du présent avis.

Article 6.

La phrase liminaire doit être rédigée comme suit :

"L'article 51 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 24 mars 1961, est remplacé par la disposition suivante :".

L'article en projet serait mieux rédigé comme suit :

"Article 51.

A l'administration centrale, les agents de la carrière de chancellerie portent le titre qui correspond à leur classe administrative, conformément à l'annexe 2 du présent statut".

Article 7.

L'article doit être scindé en deux articles rédigés comme suit :

"Article 7.

L'article 52 du même arrêté, modifié par les arrêtés des 24 mars 1961, 11 janvier 1975, 23 septembre 1975, 4 décembre 1979 et 28 juin 1983, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 52.

... (comme au projet).

.../...

Article 8.

Un article 52bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

"Article 52bis.

§ ler. ... (comme au projet, sauf que le texte français de l'alinéa 4 serait rédigé plus correctement comme suit : "Les agents en fonction à l'étranger auprès d'une mission ou d'un poste font mentionner leur réclamation sur le bordereau de la valise diplomatique par laquelle la réclamation est envoyée" et que, dans le texte néerlandais, les phrases commençant par les mots "Van die voorstellen" et par les mots "De ambtenaar die" ne doivent former qu'un seul alinéa).

§ 2 et § 3 ... (comme au projet).

§ 4 ... (comme au projet, sauf à écrire, à la fin de l'alinéa ler : "... le titre honorifique qui correspond à leur classe administrative, conformément à l'annexe 2 du présent statut")".

+

La numérotation des articles 8 et suivants du projet doit être adaptée en conséquence de la scission de l'article 7 en deux articles.

ALGEMENE OPMERKINGEN.

De ordening van de ontworpen artikelen 32 tot 36, die door artikel 2 van het ontwerp ingevoegd worden in afdeling 6 van hoofdstuk 1 van het koninklijk besluit van 25 april 1956 tot vaststelling van het statuut der personeelsleden van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel, is niet bijzonder geslaagd. Zo wordt het ontworpen artikel 34 betreffende het ondervragen van de ambtenaar, na de bepalingen omtrent de tuchtrechtelijke beslissing (paragrafen 7 en 8 van artikel 33) geplaatst. Het ontworpen artikel 35 heeft betrekking op de kennisgeving van het voorstel van straf en op het eventuele beroep van de ambtenaar tegen dat voorstel, terwijl de paragrafen 2 en 3 van artikel 33 bepalen onder welke voorwaarden het voorstel van straf gedaan wordt.

Het zou oordeelkundiger zijn voor de bedoelde artikelen een ordening aan te nemen die beter beantwoordt aan de opeenvolging van de handelingen en vormvereisten van de tuchtprocedure.

Voorgesteld wordt de artikelen betreffende de tuchtregeling van de ambtenaren van de carrière buitenlandse dienst als volgt te ordenen.

Artikel 32 :

§§ 1, 2 en 3 : de tuchtstraffen

§ 4 : de overheden die bevoegd zijn om deze uit te spreken (paragraaf 1 van artikel 33).

Artikel 33 :

het ondervragen van de ambtenaar (artikel 34).

.../...

Artikel 34 :

artikel 33, §§ 2 en 3 (de tuchtcommissie en het voorstel van straf) alsook artikel 35, §§ 1 en 2 (kennisgeving van het voorstel van straf en eventueel beroep van de ambtenaar bij de raad van beroep).

Artikel 35 :

artikel 33, §§ 7 en 8 (de tuchtrechtelijke beslissing).

Artikel 36 :

artikel 33, §§ 4, 5 en 6 (procedureregels).

Bovendien zijn bij het ontworpen artikel 34, dat een essentiële regel van de tuchtprocedure formuleert, een aantal opmerkingen te maken.

1. Het artikel bepaalt dat de ambtenaar moet worden ondervraagd alvorens hem enige tuchtstraf wordt opgelegd, maar het geeft niet aan welke overheid bevoegd is om die ondervraging te verrichten. Het is uitgesloten dat dit de overheid zou zijn welke bevoegd is om de straf op te leggen, behalve in het geval van de lichtste straffen, namelijk terechtwijzing en blaam.

Deze overheid zou de hiërarchische meerdere kunnen zijn van de ambtenaar die op het gebied van de tucht te kort is geschoten. De tekst behoeft aanvulling op dit punt.

2. Volgens de tekst van het ontworpen artikel wordt de ambtenaar over de tegen hem ingebrachte feiten ingelicht nadat hij is gehoord. Het is echter een vast beginsel inzake recht van verweer in tuchtvorderingen, dat de vervolgde ambtenaar van te voren de feiten behoort te kennen die hem ten laste worden gelegd; hij mag niet onverhoeds worden verhoord over feiten die hem niet bekend zijn. Talrijke arresten van de afdeling administratie hebben er zo over beslist (1) door met name te stellen dat het recht om vooraf te worden gehoord, inhoudt dat de ambtenaar tijdig dient te worden ingelicht over de feiten en de mogelijkheid moet hebben om zijn verdediging voor te bereiden en voor te dragen (2) of ook nog dat pas voldaan is aan het beginsel dat de ambtenaar moet worden gehoord als deze kennis heeft gekregen van de tekortkomingen die hem ten laste worden gelegd, zodanig dat hij over de nodige tijd beschikt om zich gereed te maken voor het verhoor, een raadsman te raadplegen en met deze zijn verhoor voor te bereiden (3).

De ontworpen tekst behoort dus te bepalen dat de ambtenaar over de hem ten laste gelegde feiten zal worden ingelicht, voordat hij wordt gehoord.

.../...

---

(1) Zie onder meer : DE KERPEL, nr. 11.430, van 6 oktober 1965; GOETHALS, nr. 16.284, van 6 maart 1974; MOMBACH, nr. 4163, van 18 maart 1955, en noot van M.-Th. BOURQUIN in R.J.D.A. 1955, blz. 190-192; VAN COILLIE, nr. 8954, van 14 november 1961.

(2) GYSEL, nr. 19.452, van 16 februari 1979; BAUDRIN, nr. 20.347, van 22 mei 1980; SOETEWEY en BRUYNINCKX, nr. 20.494, van 8 juli 1980.

(3) VAN BRUSSEL, nr. 21.433, van 6 oktober 1981.

Dat de ambtenaar wordt ingelicht nadat hij reeds gehoord is, zou alleen te verantwoorden zijn als de feiten die na zijn verhoor tegen hem worden ingebracht, niet dezelfde zijn als die welke hem aanvankelijk ten laste werden gelegd. De ambtenaar zou dan opnieuw moeten worden gehoord.

3. De woorden "bezwaar aan te tekenen" en "bezwaarschrift" zijn in het derde lid van de ontworpen tekst niet passend.

Artikel 79, § 1, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel, dat voor het ontworpen artikel model heeft gestaan, bepaalt dat "de ambtenaar tien dagen tijd (heeft) om zijn eventuele bezwaren schriftelijk uiteen te zetten. Zijn bezwaarschrift wordt bij het dossier ingevoegd". Hoewel ook deze tekst het woord "bezwaarschrift" gebruikt, preciseert hij dat dit een geschrift is waarin de ambtenaar zijn eventuele "bezwaren" (objections) uiteenzet.

Hieruit volgt dat het bezwaarschrift eigenlijk een geschrift is waarin de ambtenaar zijn verweer voert. In plaats van te werken met de woorden "bezwaar aantekenen" en "bezwaarschrift", zou gewerkt moeten worden met de woorden "verweerschrift" en "een verweerschrift indienen".

De termijn van twintig dagen waarover de ambtenaar beschikt om zich schriftelijk te verantwoorden, zou ingaan de dag van het verhoor, of bij kennisgeving van de verwijten die na het verhoor van de ambtenaar gehandhaafd worden, de dag van het nieuwe verhoor.

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

OPSCHRIFT.

Het ontworpen besluit zou een opschrift moeten hebben, hetwelk als volgt geredigeerd zou kunnen worden :

"Koninklijk besluit van tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 april 1956 tot vaststelling van het statuut der personeelsleden van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel".

BEGROETINGSFORMULE.

Voor de aanhef behoort de gebruikelijke formule te worden ingevoegd :

"BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen,
Onze Groet".

AANHEF.

Tweede lid.

Het koninklijk besluit van 25 februari 1985 heeft slechts deel X, titel I, Tuchtstraffen, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 gewijzigd.

.../...

Het zou derhalve beter zijn te schrijven : "... inzonderheid op deel X, titel I, tuchtstraffen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 februari 1985;".

Derde lid.

Zoals gebruikelijk is, zou in het bijzonder verwezen moeten worden naar de gewijzigde bepalingen en zouden daarbij de nog geldende vroegere wijzigingen in herinnering moeten worden gebracht. Men schrijve dus :

"... inzonderheid op artikel 3, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 april 1973, op de artikelen 32 en 33, op artikel 39, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 april 1973, op artikel 42, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 13 april 1973 en 12 juli 1982, op artikel 49, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 11 januari 1975 en 28 juni 1983, op artikel 51, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 24 maart 1961 en op artikel 52, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 24 maart 1961, 11 januari 1975, 23 september 1975, 4 december 1979 en 28 juni 1983;".

Vierde lid.

Het lid zou als volgt gesteld moeten worden :

"Gelet op het protocol van Sectorcomité I, gedagtekend 1 augustus 1986;".

.../...

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

In de Franse tekst schrijve men "Article 1er" in plaats van "Article 1".

De inleidende volzin moet als volgt geredigeerd worden :

"In artikel 3, § 2, van het koninklijk besluit van 25 april 1956 tot vaststelling van het statuut der personeelsleden van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 april 1973, wordt de bepaling onder 1° vervangen als volgt :".

Artikel 2.

De inleidende volzin dient te worden geredigeerd als volgt :

"Hoofdstuk I, afdeling 6, van hetzelfde besluit, bestaande uit de artikelen 32 tot 36, wordt vervangen als volgt :".

Ontworpen artikel 32.

Overeenkomstig het gebruik schrijve men in de Franse tekst "§ 1er" in plaats van "§ 1".

.../...

Dezelfde opmerking geldt voor de ontworpen artikelen 33, 35, 36 en 52bis, alsmede voor artikel 5 van het ontwerp.

Paragraaf 1 moet ingedeeld worden in 1°, 2°, 3° ... in plaats van in 1, 2, 3 ...

Ontworpen artikel 33.

In de Nederlandse tekst van paragraaf 1, derde lid, schrijve men "door de tot benoemen bevoegde overheid" in plaats van "door de Overheid die de macht tot benoemen uitoefent".

In de Franse tekst van het tweede lid van paragraaf 3 schrijve men :

"Il peut se faire assister par la personne de son choix, dont il communique préablement le nom à la commission".

Voor paragraaf 4 wordt de volgende redactie voorgesteld :

"§ 4. Wanneer de ambtenaar verscheidene feiten ten laste worden gelegd, wordt niettemin slechts één procedure begonnen en kan deze slechts leiden tot het uitspreken van één straf.

Wanneer de ambtenaar in de loop van een tuchtprocedure een nieuw feit ten laste wordt gelegd, kan een nieuwe procedure worden begonnen zonder dat de lopende procedure noodzakelijkerwijs wordt onderbroken".

Ontworpen artikel 34.

Gelet op de bedenkingen die in verband met dat artikel geformuleerd zijn in de algemene opmerkingen, zou de tekst ervan volledig herzien moeten worden.

Ontworpen artikel 35.

Voorgesteld wordt het eerste lid van paragraaf 1 als volgt te redigeren :

"Binnen een termijn van twee maanden na de definitieve samenstelling van de tuchtcommissie, deelt de Secretaris-generaal het door de commissie gedane strafvoorstel mede aan de Minister van Buitenlandse Betrekkingen en licht hij tegelijkertijd de betrokken ambtenaar over die kennisgeving in".

De Nederlandse tekst van het tweede lid van dezelfde paragraaf zou beter als volgt worden gesteld :

"Met ingang van de kennisgeving door de Secretaris-generaal, beschikt de Minister van Buitenlandse Betrekkingen over vijfenveertig volle dagen om aan de ambtenaar kennis te geven van het voorstel van de commissie; na het verstrijken van die termijn, wordt de overheid die bevoegd is voor het opleggen van de straf, geacht hiervan af te zien".

In het tweede lid van paragraaf 2, moeten de woorden "bedoeld in artikel 35, § 1, tweede lid" vervangen worden door de woorden "bedoeld in paragraaf 1, tweede lid".

Ontworpen artikel 36.

Een betere lezing voor het tweede lid van paragraaf 1 ware :

"Onverminderd de uitvoering van de straf heeft de doorhaling tot gevolg dat met die straf geen rekening meer mag worden gehouden, inzonderheid bij het beoordelen van de aanspraken van de ambtenaar op bevordering".

Artikel 3.

De inleidende volzin moet als volgt geredigeerd worden :

"In artikel 39, § 2, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 april 1973, wordt de bepaling onder 1° vervangen als volgt :".

Artikel 4.

De inleidende volzin moet als volgt geredigeerd worden :

"In artikel 42, § 2, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 13 april 1973 en 12 juli 1982, wordt het vijfde lid vervangen als volgt :".

.../...

De Nederlandse tekst van de bepalingen waardoor het voorlaatste lid van artikel 42, § 2, wordt vervangen, zou beter als volgt geredigeerd worden :

"Als geslaagd worden beschouwd de kandidaten die het vereiste minimum van de punten hebben behaald.

De geslaagden worden batig gerangschikt tot zover de inzet reikt.

De niet batig gerangschikte geslaagden behouden echter het voordeel van hun goede uitslag gedurende één jaar te rekenen vanaf de datum van het proces-verbaal van het vergelijkend examen, bedoeld in paragraaf 2, eerste lid.

Indien een stagiair gedurende die periode om welke reden ook de kanselarijcarrière definitief verlaat, wordt hij vervangen door een van de geslaagden bedoeld in paragraaf 2, zevende lid. Deze worden voor de proeftijd opgeroepen in de volgorde van hun rangschikking.

Onder geslaagden van twee vergelijkende wervingsexamens wordt voorrang verleend aan die van het vergelijkend examen waarvan het proces-verbaal op de verst afgelegen datum is afgesloten".

Artikel 5.

De inleidende volzin moet als volgt geredigeerd worden :

"Artikel 49, § 1, vierde lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 11 januari 1975, wordt vervangen als volgt :".

.../...

De Nederlandse tekst van het ontworpen artikel 49, § 1, vierde lid, zou beter als volgt luiden :

"Zijn die ambtenaren gezakt, dan mogen zij zich bij een latere examenzitting opnieuw aanmelden".

Artikel 6.

De inleidende volzin moet als volgt geredigeerd worden :

"Artikel 51 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 24 maart 1961, wordt vervangen door de volgende bepaling :".

Het ontworpen artikel zou beter als volgt geredigeerd worden :

"Artikel 51.

Bij het hoofdbestuur voeren de ambtenaren van de kanselarijcarrière de titel die overeenstemt met hun administratieve klasse, overeenkomstig bijlage 2 bij dit statuut".

Artikel 7.

Het artikel moet worden gesplitst in twee artikelen, die zouden geredigeerd zijn als volgt :

.../...

"Artikel 7.

Artikel 52 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluit van 24 maart 1961, 11 januari 1975, 23 september 1975, 4 december 1979 en 28 juni 1983, wordt vervangen als volgt :

"Artikel 52.

... (zoals in het ontwerp)".

Artikel 8.

In hetzelfde besluit wordt een artikel 52bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 52bis.

§ 1. ... (zoals in het ontwerp, met dien verstande dat, in de Nederlandse tekst, de volzinnen die beginnen met de woorden "Van die voorstellen" en "De ambtenaar die" één enkel lid moeten vormen, en dat in de Franse teskt het vierde lid beter geredigeerd zou worden zoals aangegeven is in het Franse gedeelte van dit advies).

§ 2 en § 3. ... (zoals in het ontwerp).

§ 4. ... (zoals in het ontwerp, met dien verstande dat aan het slot van het eerste lid moet worden geschreven : "... de eretitel die overeenstemt met hun administratieve klasse, overeenkosmtig bijlage 2 bij dit statuut")".

+

De artikelen 8 en volgende van het ontwerp moeten vernummerd worden ingevolge de splitsing van artikel 7 in twee artikelen.

La chambre était composée de

Messieurs : H. ROUSSEAU, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

Ch. HUBERLANT, conseillers d'Etat,
J.-J. STRYCKMANS, staatsraden,

F. RIGAUX, assesseurs de la section de législation,

J. DE GAVRE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : R. DEROY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. C. MENDIAUX, premier auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. C. MENDIAUX, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY. H. ROUSSEAU.